PERSPECTIVES

Des objectifs de développement durable : pour le Nord et pour le Sud

Pages 3 - 4

Vers une nouvelle civilisation

Page 7

ACTION DE CARÊME

Chers lecteurs, chères lectrices,

Quels sont les ingrédients d'une vie heureuse et épanouie ? Et quelle est la charge écologique que notre planète peut supporter ? Voici les questions que nous abordons dans ce numéro de *Perspectives* et qui suscitent aussi un vif débat dans la politique internationale de développement : la communauté des Nations est appelée à adopter cet automne les Objectifs de développement durable (ODD). Contrairement aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui concernaient principalement les pays en développement et la lutte contre la pauvreté, les ODD, en tant qu'objectifs communs, s'adressent aussi aux pays industrialisés. Cela est indéniable : si nous n'apportons pas notre pierre à l'effort international, en réduisant par exemple notre consommation ou en concluant des accords plus équitables, le développement des pays du Sud relèvera de la gageure. Aussi avons-nous pour une fois, dans le dossier qui accompagne ce numéro, braqué le projecteur non sur le développement au Sud, mais sur la nécessité de développement chez nous. Un changement de perspectives, auquel nous vous convions avec plaisir.

Patrick Renz, directeur d'*Action de Carême*

CONTENU

INTERVIEW
« La Suisse a encore du pain sur la planche »
Page 5

SÉNÉGAL
Faire la fête malgré la soudure
Page 6

ACTUEL
Initiative pour des multinationales responsables
Page 8

Impressum :
Une publication d'*Action de Carême*, 2015
Rédactrice en chef : Pascale Schnyder (pst)
Rédaction : Isolda Agazzi (ia), Patricio Frei (frp), Federica Mauri (fem), Johanna Monney (jom)
Mise en page et réalisation : Crafft Kommunikation, Zurich
Travail sur les photos : Schellenberg, Pfäffikon ZH
Impression : Imprimeries Kyburz, Delsdorf
Tirages : 5300 allemand / 9300 français
Paraît quatre fois par an
Prix : CHF 5.– par donateur/donatrice sont utilisés pour l'abonnement
Contact : *Action de Carême*, 7, av. du Grammont, 1007 Lausanne, actiondecareme@fastenopfer.ch, 021 617 88 81

Photo de la page de couverture : Jean-Claude Gadmer, *Action de Carême* / Photo : Jean-Pierre Grüter

L'énergie : l'un des points importants des discussions autour des ODD.

Les Objectifs de développement durable : vers un changement radical de paradigme

Cette année, les Objectifs de développement durable (ODD) vont remplacer les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).
Ce n'est pas seulement un changement de nom : les nouveaux objectifs s'adressent aussi bien aux pays industrialisés qu'à ceux en développement et ils visent la pauvreté, l'environnement et les inégalités.

C'était il y a quinze ans, déjà. En l'an 2000, les Etats membres de l'ONU adoptaient la Déclaration du Millénaire dont ont été tirés les objectifs de développement du même nom. Un catalogue de huit objectifs censés être atteints cette année : réduire l'extrême pauvreté et la faim; assurer l'éducation primaire pour tous; promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; réduire la mortalité infantile; améliorer la santé maternelle; combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies; assurer un environnement durable; mettre en place un partenariat mondial pour le développement. Les OMD s'adressaient exclusivement aux pays en développement – à l'exception notable du dernier, par lequel les pays riches se sont engagés à augmenter l'aide au développement, à créer des règles commerciales et financières plus justes et à transférer les technologies aux pays du Sud. C'est peut-être là l'objectif le moins atteint. Les OMD étaient limités par définition. C'était un choix politique.

Photo : iStock

Marche pour le climat 2014 à New-York : appel à l'action.

Malgré cela, ils ont catalysé les efforts de la communauté internationale vers des biens sociaux qui avaient été délaissés au cours de deux décennies de programmes d'ajustement structurel. Le bilan est mitigé. Certains objectifs, comme la réduction de la pauvreté, ont été atteints sur le plan global, surtout grâce au formidable développement de la Chine. D'autres, comme la lutte contre le VIH/Sida, sont en passe de l'être grâce aux nouveaux médicaments génériques mis sur le marché. Pourtant, la question décisive n'est pas de savoir si tous les objectifs ont été atteints, mais s'ils sont sur la bonne voie. Et là force est de constater qu'ils ont permis de mobiliser des financements même dans les pays les plus pauvres, notamment en faveur de la santé et l'éducation. Ils ont mis en marche une dynamique positive.

ODD : nous allons devoir consommer moins

Les ODD reprennent les anciens OMD, mais avec une portée beaucoup plus large. 17 ODD sont proposés, avec cinq à huit sous-objectifs chacun. Il y a par exemple des objectifs sur la justice de genre et des sous-objectifs sur l'agriculture qui, s'ils étaient atteints, permettraient d'améliorer sensiblement la vie des petits paysans. Ils recouvrent les domaines politiquement sensibles où les limites planétaires sont déjà dépassées, comme les changements climatiques et la perte de la biodiversité. Et ils postulent des objectifs de développement et des exigences de transformation de l'économie mondiale. Fait nouveau : les pays industrialisés sont aussi concernés. Ils vont devoir réduire leur consommation de ressources et s'attaquer à l'épineuse question des inégalités – en Suisse il n'y a même pas de statistiques. La Suisse s'est beaucoup engagée dans l'élaboration des nouveaux objectifs en y associant différents départements fédéraux et les ONG. Les pays en développement ont obtenu qu'une conférence sur le financement se tienne juste avant l'adoption officielle des ODD, prévue en septembre. Car le financement de ces objectifs ambitieux est loin d'être réglé – pour preuve, le Département des finances pense que notre pays en fait déjà assez, alors même que l'objectif du 0,7 % du revenu national brut pour l'aide au développement n'a pas été atteint. C'est l'heure de passer – enfin – des paroles aux actes.

— Isolda Agazzi

Pour *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*, il faut revoir le concept de développement

La Suisse se caractérise par une empreinte écologique élevée en comparaison internationale. Pour diminuer la consommation de ressources et la pollution, nos deux organisations prônent le concept de « frugalité » (*cf. dossier de ce numéro*). Nous insistons aussi sur le principe de « responsabilité commune, mais différenciée », qui stipule que les pays industrialisés, en tant que pollueurs historiques, ont une responsabilité financière plus importante pour la protection du climat que les pays en développement. Nous demandons une approche basée sur les droits humains, que l'on ne retrouve pas explicitement dans les ODD. Comme les ODD prévoient l'introduction de mécanismes de financement innovants, la Suisse veut utiliser l'argent de l'aide au développement pour associer le secteur privé, mais sans le soumettre à des règles contraignantes. Nous pensons, au contraire, que les multinationales doivent être obligées de respecter les droits humains et l'environnement partout dans le monde, comme le demande l'initiative pour des multinationales responsables, que nous soutenons (*page 9*). Nous nous engageons aussi pour la révision de la Loi fédérale sur les marchés publics pour qu'ils deviennent durables. Les ODD offrent l'occasion de repenser le concept de développement, trop lié à la croissance et à la consommation de ressources. Les limites de la croissance ont déjà été atteintes, surtout au Nord. La concentration de pouvoir et de ressources et les inégalités criantes qui en résultent sont devenues insoutenables. Nous prônons un style de vie basé sur la communauté et le partage : le changement doit commencer par l'individu. *— ia*

Photo : iStock

« La Suisse a encore du pain sur la planche »

Peter Niggli, directeur d'Alliance Sud, détaille les conséquences des Objectifs de développement durable (ODD) pour la Suisse et nous incite à réfléchir à de nouveaux modèles de société.

A quelle aune va-t-on mesurer le succès des ODD ?
Le succès va dépendre de la pression exercée par les forces de la société civile sur les gouvernements des différents pays pour qu'ils tiennent leurs engagements. Sans pression, il ne se passe rien, nous l'avons vu avec les Objectifs du Millénaire pour le développement. En Suisse, les syndicats, les organisations de développement, de protection de l'environnement, de femmes, de défense des droits humains et les associations paysannes seront amenés à exercer cette pression.

Quels devoirs pourraient incomber à la Suisse ?
A côté des questions écologiques, la Suisse est sollicitée surtout en matière d'inégalités sociales. Celles-ci ont crû fortement dans les pays occidentaux au cours des 30 dernières années et elles mettent en péril la stabilité économique et politique. Pour les réduire, notre pays va devoir faire des efforts – nous n'avons même pas de statistiques sociales exhaustives. Dans le « pays en développement » qu'est la Suisse, il y a encore du pain sur la planche.

Peter Niggli dirige depuis 1998 Alliance Sud, la communauté de travail sur les questions de politique de développement de Pain pour le prochain, Action de Carême, Helvetas, Caritas, EPER et Swissaid.

Que vont signifier les ODD pour un pays pauvre comme le Burkina Faso ?
Dans les pays les plus pauvres, les objectifs prioritaires vont être la réduction de la pauvreté et la lutte contre la faim. Ils vont fortement dépendre de la dynamique sociale et politique qui va naître – ou pas. De plus, il faut un soutien financier des pays industrialisés, par le biais d'engagements clairs et de plans de financement contraignants. Mais jusqu'à présent, ces derniers se défilent.

Développement veut dire, même pour les ODD, surtout croissance économique – donc encore plus d'utilisation des ressources. N'est-ce pas autodestructeur ?
L'humanité ne peut pas augmenter sans consommer plus de ressources. Nous devrions autrement accepter que six milliards de personnes n'aient pas un niveau de vie suffisant. Dans les négociations actuelles, les pays occidentaux ne veulent pas s'engager à réduire leur consommation. Ce ne serait pas facile, non plus : dans le système capitaliste d'ailleurs, une diminution de la croissance veut dire plus de chômage et de misère. Aucun parti ne gagne des élections avec ce programme.

Avez-vous une solution ?
Personne ne l'a pour l'instant. Deux choses sont claires : s'il le veut, le monde peut abandonner complètement les énergies fossiles dans les vingt prochaines années. Contrairement aux pays industrialisés, les pays en développement doivent garder une marge de manœuvre pour la croissance économique. Dans la partie riche du monde, plutôt que d'être rétribuée par de l'argent, la croissance de la productivité pourrait être compensée, à l'avenir, par du temps libre et des services publics. Au lieu de cela, les salaires de la classe dominante n'ont cessé d'augmenter depuis trente ans.

Nous devons donc apprendre à nous contenter de moins ?
Les individus peuvent bien sûr se contenter de moins. Mais pas notre système économique, son moteur principal étant l'accroissement du capital, ce qui implique la croissance. Il s'agit de savoir comment sortir de ce corset sans provoquer une catastrophe économique et politique. Nous devons réfléchir à de nouveaux modèles et rompre avec le tabou intellectuel de l'après 1989, selon lequel le capitalisme est le seul moyen de production possible, sensé et humainement juste.

— Interview : Pascale Schnyder

Photo : Daniel Rihs, *Alliance Sud*

Faire la fête malgré la soudure

Pas besoin de nager dans l'abondance pour vouloir cheminer vers la sobriété dans la consommation et imaginer des initiatives originales. L'exemple du Sénégal.

Lutter contre la faim : une calebasse en guise de caisse de solidarité.

Au Sénégal, la soudure, cette période entre deux récoltes durant laquelle les greniers sont vides, dure six mois : le tiers de la population ne mange alors pas à sa faim. Prises dans la spirale de la faim et de l'endettement, de nombreuses familles sont contraintes de vendre leurs récoltes. Les célébrations rituelles contribuent à cette difficulté : en dépit de leur pauvreté, la population dépense jusqu'à trois ans de salaire pour un mariage ou un enterrement. Car leur réputation est à la hauteur de leurs dépenses. « Avant, les noces d'une fille coûtaient une fortune. Il fallait offrir des cadeaux aux beaux-parents et à d'autres membres de la famille », se souvient encore parfaitement Ami Diouf, une habitante du village de N'Gomee. Cette pratique appartient au passé : « Maintenant, nous dépensons cet argent pour le ménage de la nouvelle famille ». Ce progrès est à mettre au crédit des conventions signées pour réglementer les célébrations, une innovation introduite par Khady N'Dela, l'animatrice d'Agrécol, un partenaire d'*Action de Carême*. Khady visite deux fois par mois les neuf villages du district de Séssène qui font partie du projet : « Ce n'est que lorsque nous abordons le sujet lors de réunions que les gens s'aperçoivent des sommes qu'ils dépensaient pour les fêtes », explique-t-elle. Afin de conclure une convention, les familles ont analysé avec Khady l'argent qu'elles peuvent investir dans ces célébrations sans s'endetter. Elles ont fixé ensemble le plafond à ne pas dépasser, puis chacune d'entre elles a apposé sa signature au bas du contrat. Un comité aide les familles à réaliser les préparatifs et veille au respect des règles. Le village de N'Gomee organise toujours de nombreuses célébrations. Mais elles sont moins coûteuses.

Quatre stratégies contre la faim

En plus de ces conventions, Agrécol lutte contre la faim au moyen de 67 champs communautaires, cultivés par les paysans afin de constituer des réserves. Elles seront distribuées aux plus nécessiteux durant la période de soudure. Agrécol promeut aussi l'échange de biens et de connaissances avec les autres partenaires locaux d'*Action de Carême*. Quatrième stratégie – les 70 caisses de solidarité. Celles-ci sont d'une importance capitale : chaque semaine, les membres versent discrètement dans une calebasse un montant selon leurs possibilités. Si l'un d'entre eux se trouve en détresse et ne peut pas payer l'écolage des enfants, la nourriture ou les médicaments, il peut emprunter à la caisse sans intérêt. Le réseau qui fédère toutes les caisses aide en cas de problème et accompagne les groupes sur la voie de l'autonomie. Quatre stratégies à l'impact réel : grâce au soutien d'*Action de Carême*, les paysannes et les paysans sénégalais ont pu réduire considérablement la durée de la soudure. — *Patricio Frei*

Visionnez le film « Les calebasses de la solidarité » sur : *www.action-decareme.ch/perspectives*

Lire et agir

Notre action

Grâce à la mise sur pied de 604 caisses de solidarité, *Action de Carême* soutient plus de 100 000 personnes au Sénégal. Elle travaille également à réduire la faim grâce à 417 champs communautaires, 273 conventions sur les fêtes établies et à l'échange de connaissances.

Votre soutien

Aidez *Action de Carême* à étendre le principe des caisses de solidarité à d'autres villages. Faites un don ! CCP 10-15955-7, mention Sénégal.

Photo : Jean-Claude Gadmer, *Action de Carême*

Alberto Acosta Economiste, homme politique et intellectuel équatorien, Alberto Acosta a été ministre de l'Energie et des Mines, président de l'Assemblée constituante et candidat aux élections présidentielles.

« Buen vivir » : le point de départ d'une nouvelle civilisation

Creusement des inégalités, problèmes écologiques et crises économiques : la conception classique du développement est toujours plus et partout sous le feu de la critique. Un fait qui a mené certains pays d'Amérique latine, ces dernières années, à avoir de plus en plus tendance à tourner le dos aux modèles de développement occidentaux pour opérer un retour aux origines. Des visions universelles qui trouvent leurs racines dans les premières sociétés humaines d'Amérique et qui se retrouvent ailleurs sur la planète.

La notion de la qualité de la vie et la question du « vivre ensemble » sont deux éléments au centre de ces visions du monde. Les divers concepts ainsi développés du « buen vivir » (« Sumak Kawsay » en quechua) ou du « vivir bien » (« Suma Qamaña » en aymara) symbolisent la quête de la justice et de l'amélioration des conditions de vie pour tous et toutes. Pour faire simple : elles recherchent la satisfaction matérielle, sociale et spirituelle de tous les membres de la communauté, sans pour autant hypothéquer l'existence des autres membres ou les bases naturelles de la vie. C'est dans les constitutions de l'Equateur et de la Bolivie que nous en trouvons les manifestations les plus connues. Ainsi, le préambule de la grande charte équatorienne de 2008 aspire à une nouvelle façon de vivre ensemble, en harmonie avec la nature, qui mène au « buen vivir ».

Sous des désignations et des manifestations différentes, le « buen vivir », compris comme une culture de la vie, est commun à diverses époques et régions, comme l'Afrique (Ubuntu) ou l'Inde (Swadeshi, Swaraj et Apargrama).

« Le ‹ buen vivir › symbolise la quête de la justice et l'amélioration des conditions de vie pour tous. »

Alberto Acosta

Toutes ces visions participent à la quête d'un mode de vie alternatif et différent qui s'est imposé dans la lutte de l'humanité pour son émancipation et pour la vie.

Le « buen vivir » n'a rien en commun, ou peu, avec la notion classique du développement tel qu'on l'entend souvent dans les pays occidentaux. La vision d'un processus linéaire, allant du sous-développement au développement, étapes par lesquelles il faut passer pour atteindre la prospérité, ne se retrouve pas dans le concept de « buen vivir » . Ce qui explique pourquoi les communautés indigènes se montrent souvent hostiles à ce modèle. Le « buen vivir » est également dénué des notions de richesse et de pauvreté, qui sont déterminées par les principes de l'accumulation ou de la privation de biens matériels.

L'originalité de ces approches différentes tient au fait qu'elles émanent de groupes exclus jusqu'à présent de la société. Leur vision du monde, foncièrement différente de la vision occidentale et de ses racines capitalistes, rompt avec la logique de la civilisation dominante du capitalisme anthropocentrique.

La quête d'une vie réellement en harmonie avec la nature et son environnement, le refus de l'accumulation constante de richesses et le retour à des valeurs vraies et essentielles : la démarche ouverte et évolutive de l'idée du « buen vivir » encourage la recherche de styles de vie différents et ouvre la voie à la possibilité d'un changement de civilisation.

EN CHIFFRES

1 %

... de la population mondiale possède plus que le reste de l'ensemble de la population.

80 %

de la population mondiale vit dans des pays qui consomment plus de ressources que le volume disponible au sein de leurs frontières.

18.08

En 2014, le monde a épuisé les ressources naturelles disponibles pour l'année le 18 août. Nous avons vécu le reste de l'année à crédit.

Photo : Libre de droit

INITIATIVE POUR DES MULTINATIONALES RESPONSABLES

Multinationales suisses : halte à l'exploitation

Les multinationales doivent protéger les droits humains et l'environnement – aussi à l'étranger.

Des multinationales ayant leur siège en Suisse ont mauvaise presse. Et pour cause : dans leurs activités à l'étranger, elles violent trop souvent les droits humains et les normes environnementales. Il est grand temps de mettre un terme à des pratiques aussi peu éthiques que les conditions de travail inhumaines dans les usines de textile ou la pollution dans les mines. Ayant épuisé la voie parlementaire, une vaste coalition d'œuvres d'entraide – dont *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* –, d'organisations de protection de l'environnement et d'associations de défense des droits humains a lancé l'initiative pour des multinationales responsables. Le but : protéger les droits humains et l'environnement – ici et ailleurs – en imposant un devoir de diligence aux multinationales et à leurs filiales. Et instaurer davantage d'équité dans la concurrence. En effet, la majorité des entreprises suisses ont aujourd'hui déjà une conduite exemplaire. Il n'est pas juste qu'elles soient défavorisées plus longtemps par rapport à des concurrents sans scrupules. Plusieurs études de *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* ont révélé des abus, dans le secteur minier, informatique et du textile. Le prochain numéro de *Perspectives* de septembre sera consacré principalement à cette initiative, que nos organisations aborderont durant la campagne œcuménique 2016. Objectifs de l'initiative : adopter des règles claires pour mettre les entreprises à vocation internationale sur pied d'égalité ; et instaurer un devoir de diligence facile à appliquer. — *frp*

Initiative à télécharger et à faire signer : www.voir-et-agir.ch

INITIATIVE POUR DES ALIMENTS ÉQUITABLES

Nourriture en provenance de l'étranger : de l'équité !

Des denrées alimentaires issues d'une agriculture respectueuse de l'environnement et des animaux, produites dans des conditions équitables : cela devrait aller de soi, y compris lorsqu'elles sont importées. Il est donc logique que *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* soutiennent l'initiative des Verts pour des aliments équitables. Une initiative qui a du sens si l'on songe que la moitié de toutes les denrées alimentaires consommées en Suisse sont importées. Plus précisément, celle-ci demande de privilégier non seulement les produits locaux et de saison, mais aussi les denrées alimentaires importées issues du commerce équitable et d'exploitations paysannes, tout en veillant à réduire les incidences négatives de leur transport et de leur entreposage. Voici des années déjà qu'*Action de Carême* et *Pain pour le prochain* se mobilisent en faveur d'une agriculture durable et paysanne. L'initiative des Verts est l'occasion de concrétiser des améliorations aussi sur le plan politique. — *Tina Goethe*

Pour signer l'initiative : www.aliments-equitables.ch

CONFÉRENCE

« Faim, colère et changement »

Depuis toujours, la faim et la colère sont des forces motrices du changement social. Au vu des crises sociales et écologiques ou des quelque 800 millions de personnes qui souffrent de la faim dans le monde, un changement radical de notre façon de vivre et de produire est nécessaire. Lors du symposium « Faim, colère et changement », organisé par *Pain pour le prochain* le 11 septembre prochain, à la Maison des religions à Berne, des experts de la théologie, de la science et des médias vont chercher des réponses aux défis actuels. *Informations : www.ppp.ch/agenda*

SUGGESTION DE LECTURE

Soigner l'esprit, guérir la Terre

L'écopsychologie estime que, pour répondre en profondeur à la crise environnementale, l'écologie et la psychologie ont besoin l'une de l'autre. Elle montre comment sortir du déni et de l'impuissance, traite à la racine l'aliénation de l'humanité envers la nature, qui ne serait pas étrangère aux formes d'addiction à la consommation. Elle propose un changement du regard et des thérapies prometteuses, à travers les idées fécondes de moi et d'inconscient écologique, qui réinscrivent la psyché humaine dans la Terre et sa mémoire. *Soigner l'esprit, guérir la terre,* Labor et Fides. Michel Maxime Egger fait découvrir ce mouvement clé.

Photo : Initiative pour des multinationales responsables

INVITÉ DU SUD

« Mieux se connaître »

Action de Carême et *Pain pour le prochain* ont accueilli durant deux semaines Poliner Augustin, responsable du Centre pour la culture et le développement à Carice en Haïti. Soupes de carême, conférences, interventions dans les écoles : ce sont près de 25 rencontres auxquelles a participé l'invité de la campagne œcuménique de cette année. « Les Suisses veulent en savoir plus sur les actions que nous menons à Carice pour lutter contre les changements climatiques », raconte Poliner. « C'est ma première visite en Europe. J'ai pu parler de ma réalité. » Il faut dire que cet Haïtien natif de Carice, plein d'énergie, sait captiver son auditoire. « Partout où je suis allé, on m'a aussi questionné sur la situation actuelle en Haïti, suite au tremblement de terre du 12 janvier 2010. Ma venue a été l'occasion d'expliquer la réalité du terrain. Ce genre d'échanges permet de mieux se connaître », conclut Poliner. — *jom*

ACTION PARTAGE

Plus de 110 000 francs récoltés

A l'occasion de ses 50 ans d'existence reconnue par l'Etat de Vaud, la Fédération, avec toute la communauté catholique du canton, s'est fortement mobilisée en 2014. Elle voulait ainsi marquer sa reconnaissance par une « Action Partage », afin de s'inscrire dans la continuité d'être au service de tous. *Action de Carême* a été l'un des partenaires dans cette entreprise de solidarité.

Pour ce projet inspiré du sens et de l'esprit de l'année du Jubilé dans la Bible, l'Eglise catholique dans le canton de Vaud a récolté plus de 220 000 francs. La moitié financera un projet soutenu par *Action de Carême* en Afrique du Sud. Il s'agit d'aider l'association Umthathi, active dans une région déshéritée de la province du Cap, dans ses efforts pour améliorer l'alimentation et la santé de la population. Des moyens concrets ont été mis au point, comme le développement de jardins potagers et une gestion optimale de l'eau. Cette récolte de fonds a animé la vie de l'Eglise durant plus d'une année. L'évolution positive de la reconnaissance de l'Eglise catholique dans ce canton durant ces cinquante dernières années a motivé son généreux geste. La mobilisation a été très diverse, informelle parfois, et aussi très bien organisée. Leurs efforts pour réunir ce montant ont commencé dès le début de l'année 2014. Le Comité de la Fédération a d'abord organisé un repas de soutien le 30 janvier, jour de la fondation de la Fédération des paroisses catholiques en 1964. Près de 270 personnalités politiques, religieuses et de la société civile étaient présentes. Le Comité de la FEDEC-VD a de cette manière voulu mettre en pratique l'esprit et les valeurs du Jubilé judéo-chrétien et les invités ont généreusement exprimé leur solidarité avec la mission de l'Eglise : être au service de tous.

Un autre repas de soutien, le 30 novembre, a été organisé par les chefs des Départements : un repas convivial, coloré et animé, une soirée aux saveurs d'ici et d'ailleurs. Dans les paroisses et les missions linguistiques, de nombreuses actions ont été également menées, avec un apport très important de la communauté portugaise. L'ensemble de ces actions a permis de récolter une très belle somme, distribuée à parts égales entre l'association Umthathi soutenue par *Action de Carême* et l'association lausannoise « Point d'Eau », qui propose des prestations dans le domaine de l'hygiène corporelle (douches et lavage de linge) et dans le domaine de la santé (soins médicaux et soins dentaires).
— *Jean-Brice Willemin*

Remise de la somme récoltée : François Chéraz (Point d'eau), Johanna Monney (Action de Carême), Marie-Denise Challer (FEDEC) et Michel Racloz (délégué du vicaire episcopal).

RAPPORT ANNUEL

Un bilan équilibré

Action de Carême termine l'année 2014 avec un bilan positif et un revenu supplémentaire de 295 329 francs, grâce à une augmentation de la contribution de la DDC, une discipline budgétaire et une planification prudente. En 2014, elle a mené une campagne œcuménique pour de meilleures conditions dans l'industrie du textile et publié un classement éthique des marques du high tech. *www.actiondecareme.ch*

DÉFIS DU JUBILÉ

Courir pour le Jubilé – 10 octobre

Dans le cadre des célébrations des 1500 ans de l'Abbaye de Saint Maurice, qui rythment toute l'année 2015, les Chemins bibliques organisent chaque année depuis 10 ans les Défis du Jubilé. La 10e édition de cette course ouverte à tous et toutes, qui aura lieu le 10 octobre, marque donc le point final de cette marche vers ce Jubilé. *www.chemins-bibliques.ch*

CÉLÉBRATION DE LA PAROLE

Une mission possible! – 6 décembre

Avec pour thème « Objectif terre : mission possible ! », les œuvres d'entraide, dont *Action de Carême* et *Pain pour le prochain*, organisent une célébration œcuménique pour le lancement des nouveaux Objectifs de développement durable des Nations Unies. Célébration de la Parole à la cathédrale de Lausanne, 6 décembre 2015, à 18h. *www.ceccv.ch*

Photo : Jean-Bernard Sieber

La sobriété en questions

L'impact de nos choix de consommation en 5 questions. Testez vos connaissances !

1.

En Suisse, deux millions de tonnes de denrées alimentaires sont jetés chaque année. Nous pourrions réduire ce chiffre d'un tiers et économiser une quantité de CO_2 équivalant aux émissions de

A. 5000 véhicules
B. 50 000 véhicules
C. 500 000 véhicules

2.

Pour faire cuire des aliments, un couvercle posé sur une casserole permet déjà d'économiser

A. 40 % d'énergie
B. 50 % d'énergie
C. 60 % d'énergie

3.

On laisse en moyenne 5 à 20 appareils quotidiennement en mode veille. Cela équivaut chaque année à la consommation de

A. l'ensemble des entreprises et des ménages d'Ecublens
B. l'ensemble des entreprises et des ménages de la Chaux-de-Fonds
C. l'ensemble des entreprises et des ménages de Zurich

4.

Un téléphone portable peut durer 7 ans. En Suisse, la durée moyenne d'utilisation est de

A. 8 à 12 mois
B. 2 à 3 ans
C. 6 à 7 ans

5.

Si tout le monde adoptait le même mode de vie que les Suisses et les Suissesses, il faudrait les ressources de

A. 1,2 planète
B. 2,8 planètes
C. 3,5 planètes

Réponses
1. : C / 2. : A / 3. : C / 4. : A / 5. : B

S'ENGAGER AVEC NOUS

« Un renoncement fait de joie et de bonheur »

« Se libérer du superflu » : Michel Duranton et Florence Delachaux.

Revenir à l'essentiel et plus de simplicité. C'est le choix qu'on fait Florence Delachaux et Michel Duranton en vivant une semaine de jeûne durant le carême. Partenaires dans la vie, ils organisent depuis six ans des semaines de jeûne à St-Sulpice et Renens (VD), dans le cadre de la campagne œcuménique. Sa première expérience, Michel l'a faite près du lac de Constance. « Un tournant dans ma vie et le besoin de me retrouver. » Puis il a découvert les semaines organisées par *Action de Carême* et *Pain pour le prochain*. Avec Florence, ils ont cheminé ensemble pour vivre ce jeûne avec d'autres. Une semaine sans nourriture, si ce n'est du jus de fruits et du bouillon. Le jeûne est un acte spirituel. Le désir de se purifier physiquement et mentalement, de s'alléger du superflu. Pour Michel, « c'est une rencontre avec mon moi profond qui remonte à la surface : une sorte de mise à nu. » Ce retour à la simplicité permet de se concentrer sur l'essentiel. « C'est un temps particulier où on est à l'écoute de soi, mais aussi par rapport à ce qui nous entoure ». « Au niveau physique déjà, on se sent plus léger, poursuit Florence. Petit à petit, on adopte une approche plus simple de la vie et des relations ». Les décisions sont plus faciles à prendre : « Il peut arriver quoique ce soit, ce qu'il faut faire paraît évident, dit Michel. J'ai eu des séances de chantier difficiles. Je sortais les mots qu'il fallait. On me demande parfois ce que j'ai pris pour être aussi présent ! » Le rythme se ralentit, comme un temps de retraite. « Dans un monde de surconsommation, où l'on court à droite à gauche, c'est une semaine où l'on se met à contre-courant » ajoute Florence. Une sorte de contestation? « Depuis que nous jeûnons, nous sommes encore plus sensibles à ce que nous mangeons. Il y a un côté contestataire dans le jeûne face à la société de consommation » confirme Michel. Une contestation douce. « C'est l'histoire du colibri qui va chercher quelques gouttes d'eau pour éteindre le feu : on fait notre part ». Les participants se retrouvent chaque soir pour partager leur vécu. « Chacun a la parole, certains se confient. Ce sont des moments forts », raconte Michel. « On arrive au début de la semaine avec nos bagages et appréhensions, explique Florence. Et il y a une sorte de libération. Les rencontres deviennent de plus en plus joyeuses ! » Le jeûne est aussi un geste de solidarité : il est proposé aux jeûneurs de partager la somme non dépensée en nourriture au profit de projets des deux organisations. « Ce partage est important. » — *jom*

www.voir-et-agir.ch/jeune

Photos : iStock (gauche) / Johanna Monney, *Action de Carême* (droite)